

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GENERALE
E/CN.4/SR.143
10 avril 1950
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT QUARANTE-TROISIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le lundi 3 avril 1950, à 11 heures.

SOMMAIRE

- Nomination des membres du Comité des communications;
- Nomination des membres du Comité de l'Annuaire;
- Nomination des membres du Comité de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;
- Projet de pacte international des droits de l'homme (E/1371, E/CN.4/365, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/370, E/CN.4/374, E/CN.4/375, E/CN.4/379, E/CN.4/380) (suite);
- Article 8 (suite).

PRESENTS

Présidente :

Mme ROOSEVELT

Etats-Unis d'Amérique

Membres :

M. WHITLAM

Australie

M. STEYAERT

Belgique

M. SANTA CRUZ

Chili

M. TCHANG

Chine

Mme WRIGHT

Danemark

M. RAMADAN

Egypte

M. ORDONNEAU

France

M. KYROU

Grèce

Mme MEHTA

Inde

M. C. MALIK

Liban

M. GARCIA

Philippines

M. HOARE

Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

M. ORIBE

Uruguay

M. JEVREMOVIC

Yougoslavie

Représentants d'institutions spécialisées :

M. EVANS

Organisation internationale
du Travail (OIT)

Mme CASTILLO-LEDON

Commission de la condition de
la femme

Représentants d'organisations non gouvernementales :

Catégorie A :

Mlle SENDER

Confédération internationale
des syndicats libres

Mme BERG

Fédération internationale des
associations pour les Nations
Unies

Inscrites au registre :

Mme VERGARA

Union catholique internationale de
service social

M. NOLDE

Comité des églises pour les affaires
internationales

M. BERNSTEIN

Comité de coordination d'organisations
juives

M. HUNTINGTON

Comité consultatif mondial de la
société des Amis

M. CRUICKSHANK

Conseil interaméricain du commerce
et de la production

Mlle SCHAEFER

Union internationale des ligues
féminines catholiques

M. SCHNIDT

Pax Romana

Secrétariat : M. HUMPHREYDirecteur de la Division des droits
de l'homme

M. LIN MOUSHENG

Secrétaire de la Commission

NOMINATION DES MEMBRES DU COMITE DES COMMUNICATIONS

1. La PRESIDENTE rappelle qu'elle a été priée de faire des propositions pour la nomination des membres du Comité des communications qui doit examiner les points 6 et 7 de l'ordre du jour (E/CN.4/356/Rev.1). Elle propose de nommer les représentants du Chili, de la France, de l'Inde, du Liban, du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de l'Uruguay et de la Yougoslavie; le représentant du Royaume-Uni serait chargé de réunir le Comité.

Il en est ainsi décidé.

NOMINATION DES MEMBRES DU COMITE DE L'ANNUAIRE DES DROITS DE L'HOMME

2. La PRESIDENTE propose de nommer les représentants de l'Australie, de la Belgique, de la Chine, de la France, du Guatemala et du Royaume-Uni, en qualité de membres du Comité de l'Annuaire des droits de l'homme, qui doit examiner le point 9 de l'ordre du jour (E/CN.4/356/Rev.1); le représentant de l'Australie serait chargé de réunir le Comité.

Il en est ainsi décidé.

NOMINATION DES MEMBRES DU COMITE DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

3. La PRESIDENTE fait observer que, bien qu'elle soit prête à faire des propositions pour la nomination des membres du Comité de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui doit examiner le point 11 de l'ordre du jour (E/CN.4/356/Rev.1), elle signale que la Commission a décidé, à sa première session, de différer l'élection d'un membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (point 3). Le Secrétaire général, dans une note relative aux questions inscrites à l'ordre du jour (E/CN.4/373), a signalé que l'étude du point 3 présentait un caractère d'urgence; si la Commission entend élire un membre pour pourvoir la vacance existante, il faudra qu'elle arrête, dès le début de sa session, la procédure à suivre pour l'inscription des candidatures et l'élection du nouveau membre de la Sous-Commission.

4. Il faudrait donc que la Commission décide si la vacance doit être pourvue ou s'il convient de réduire de treize à douze le nombre des membres du Comité.

5. La Présidente propose que, si aucune candidature n'est reçue avant le lundi suivant, la Commission prenne une décision à ce sujet.

6. M. HUMPHREY (Directeur de la Division des droits de l'homme) déclare, en réponse à une question de M. SANTA CRUZ (Chili) que c'est le Conseil économique et social qui, sur la demande de la Commission des droits de l'homme, a décidé de porter à treize le nombre des membres de la Sous-Commission. Si la Commission désirait réduire ce nombre à douze, elle devrait transmettre, à cet effet, une recommandation au Conseil économique et social.

7. La PRESIDENTE propose la nomination des représentants du Danemark, de l'Egypte, de la Grèce, de l'Inde, des Philippines et des Etats-Unis pour faire partie du Comité de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, que le représentant du Danemark sera chargé de convoquer.

8. Au cas où le représentant du Guatemala n'arriverait pas à temps pour participer aux séances du Comité de l'annuaire, le représentant du Chili consentira espère-t-on, prendra sa place.

Il en est ainsi décidé.

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME ET MESURES DE MISE EN OEUVRE.

a) PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (ANNEXES I ET II DU RAPPORT SUR LA CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME) (E/1371) (suite)

Article 8 (suite)

9. M. HOARE (Royaume-Uni) ^{souligne} la confusion qu'a créée l'adoption, à la séance précédente, de la proposition du Royaume-Uni visant à supprimer, dans le paragraphe 3 de l'article 8, les mots "s'il n'a été condamné à cette peine pour un crime et par un tribunal compétent", suppression à la suite de laquelle le paragraphe en question a pris la forme suivante : "Nul ne sera astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire".

10. Il serait bon que la Commission considérât ^{de façon détaillée} quel effet cette décision peut avoir sur l'amendement proposé par le Royaume-Uni à l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 8 (E/CN.4/388). La Commission n'est nullement liée par sa décision antérieure et, si le règlement le permet, ^{M. Hoare souhaite qu'elle} ~~rouvre~~ la discussion et procède à un nouveau vote.

11. Sinon, il importe que la discussion soit complète et libre; c'est pourquoi M. Hoare tient à exposer son point de vue.

12. On ne cherche pas, dans l'article en question, à définir les termes "travail forcé ou obligatoire", comme on l'avait fait pour la Convention de l'OIT, mais on se contente de dresser une liste d'exceptions.

13. La difficulté réside dans le fait que les personnes emprisonnées à la suite d'un jugement régulier sont tenues de travailler, et qu'elles se livrent, par conséquent, à un travail forcé ou obligatoire. Il faut par conséquent prévoir une exception visant le travail de ces personnes. Tel qu'il se présente actuellement, le texte exclut de la notion de travail forcé certains types de travaux accomplis par les prisonniers. Il résulte du paragraphe 3 du texte de la Commission que, si la peine infligée par un tribunal comporte l'exécution d'un certain travail, il ne faut pas considérer ce travail comme travail forcé ou obligatoire. Cela paraît être une sauvegarde. Toutefois, il ne faut pas se faire d'illusions sur la portée de cette garantie. Ce paragraphe n'empêcherait pas un Etat autoritaire d'infliger à des prisonniers des travaux pénibles; il suffirait que ses tribunaux fassent figurer dans des jugements l'obligation de travailler.

14. Dans l'alinéa a) du paragraphe 4, on cherche à faire une autre exception visant les cas où la peine imposée ne comporte pas l'obligation de travailler. Le texte actuel de l'alinéa en question exclut de la notion de travail forcé ou obligatoire tout travail exécuté en prison non équivalent au "hard labour". Or, cet alinéa prête à critique, car il introduit une autre idée, celle du "hard labour" en plus de l'idée du travail forcé. Les juristes français pourraient croire qu'il s'agit de "travaux forcés". En droit anglais, toutefois, il n'est plus question de "hard labour", car cette peine a été abolie en 1948.

15. L'alinéa a) du paragraphe 4 est incompatible avec les conditions faites aux prisonniers dans un système pénitentiaire moderne, car il ne précise pas quel genre de travail sera autorisé lorsque le jugement ne comportera de précision sur ce travail. Il conviendrait de le rédiger de telle manière qu'il tienne compte des conditions du régime pénitentiaire moderne là où semblable régime a été institué. Cela rendrait peut-être possible des abus dans les régimes pénitentiaires d'autres Etats, mais le texte actuel les permettrait aussi.

16. Si la Commission maintient sa décision à l'égard du paragraphe 3, elle devra examiner si le texte actuel de l'alinéa a) du paragraphe 4 est acceptable; ce texte impliquerait en effet que l'on admettrait dans la liste des exceptions tout travail n'équivalant pas à la notion de "travaux forcés" telle qu'on la conçoit en France, mais que les travaux forcés du type français ne seraient pas permis.

17. L'effet conjugué des amendements du Royaume-Uni serait qu'une personne qui subirait une peine de prison imposée par un tribunal légalement constitué ou qui serait soumise à des autorités pénitentiaires régulièrement désignées, ne serait pas considérée comme exécutant un travail forcé ou obligatoire.

18. La PRESIDENTE estime que la Commission, en revenant sur sa décision, établirait un précédent regrettable. La Commission doit respecter le vote qu'elle a émis au cours de la séance précédente, car elle pourra toujours reconsidérer sa décision en deuxième lecture.

19. M. WHITLAM (Australie) indique que sa délégation est d'accord en principe avec le Royaume-Uni, bien qu'il semble qu'on obscurcisse inutilement l'idée de travail forcé ou obligatoire en mentionnant le travail dans les prisons. Si l'on réservait à cette dernière question un paragraphe distinct, l'article 8 en deviendrait plus clair.

20. Au cas où l'on conserverait le paragraphe 3 dans sa teneur modifiée, on ne pourrait accepter l'alinéa a) du paragraphe 4 sous sa forme actuelle. On utilise encore en Australie l'expression "hard labour" (travaux forcés) en matière de condamnation. La délégation australienne ne désire pas empêcher que la peine des travaux forcés soit prononcée par un tribunal ou imposée conformément à son arrêt.

21. Sous réserve que les paragraphes 3 et 4 soient reconsidérés en deuxième lecture, et à moins que d'autres amendements ne soient présentés, M. Whitlam votera pour l'amendement du Royaume-Uni.

22. M. ORDONNEAU (France) remercie le représentant du Royaume-Uni de reconnaître les difficultés que rencontre la délégation, du fait de la législation française en vigueur. Si l'on supprime la dernière partie du paragraphe 3, comme l'a décidé la Commission au cours de sa séance précédente, on doit tenir compte dans l'alinéa a) du paragraphe 4 du cas des détenus qui accomplissent un travail pénal, ce qui est normal et rationnel. L'amendement du Royaume-Uni est précis et en même temps assez souple pour prévoir toutes les éventualités.

23. Il se demande toutefois si la traduction française est tout à fait satisfaisante, et il propose une autre traduction.

24. M. HOARE (Royaume-Uni) croit comprendre que la difficulté que signale le représentant de la France provient du fait qu'en France le mot

"détention" a un sens précis et exclut toute forme d'emprisonnement accompagné de travail forcé.

25. Dans le texte anglais, le mot "detention" vise toutes les formes par internement dans des établissements de privation de la liberté imposée par les tribunaux. Il a l'avantage d'inclure les personnes placées dans des établissements autres que les prisons, par exemple les écoles de rééducation pour jeunes délinquants.

36. Le représentant des Etats-Unis a fait valoir que l'alinéa a) du paragraphe 4, sous sa forme actuelle, ne comprend pas les travaux domestiques ordinaires requis de tous les détenus. L'amendement du Royaume-Uni a pour objet de comprendre d'une manière tout à fait générale toutes les formes de travail légalement requis des personnes qui sont privées de la liberté conformément à la loi.

37. La PRESIDENTE croit qu'il s'agit d'une question de traduction, qu'on pourrait confier au représentant de la France et au Secrétariat le soin de trancher.

38. M. SANTA CRUZ (Chili) souligne que sa délégation s'intéresse également à la question de traduction. Il convient de prêter la plus grande attention à la traduction du mot "crime" en espagnol, de façon à ce que le terme choisi comprenne des délits ou infractions qui ne sont pas toujours des crimes proprement dits.

29. En droit chilien, le terme "détention" a un sens restrictif, il se limite à la durée pendant laquelle un individu est privé de la liberté par arrêt d'un tribunal. Selon la législation chilienne, le condamné à l'emprisonnement doit accomplir un certain travail conformément au règlement de la prison. En d'autres termes, l'obligation de travailler est comprise dans la condamnation sans qu'il s'agisse de travaux forcés, qui nécessitent une catégorie différente de condamnation. L'alinéa a) du paragraphe 4, sous sa forme actuelle, comprend à la fois les travaux domestiques ordinaires accomplis dans la prison et les travaux forcés. Il préfère donc l'amendement du Royaume-Uni, qui établit entre eux une distinction.

30. M. WHITLAM (Australie) suggère que l'amendement du Royaume-Uni serait peut-être accepté par un plus grand nombre de représentants si l'on supprimait le mot "normalement".

31. M. MALIK (Liban) déclare qu'il sera contraint de s'abstenir si l'on met/immédiatement aux voix l'amendement du Royaume-Uni. Tout le monde reconnaît que l'alinéa a)

du paragraphe 4 est indissolublement lié au paragraphe 3, et comme il semble très douteux que la Commission ait pris une décision juste au sujet du paragraphe 3, il estime impossible pour sa délégation de voter sur un texte précis pour l'alinéa a) du paragraphe 4.

La Commission doit se souvenir qu'il existe trois catégories de travail accompli dans les prisons. En premier lieu, les travaux forcés qui font partie de la condamnation infligée par un tribunal compétent. Cette peine n'existe peut-être plus au Royaume-Uni et dans certains autres pays, mais elle existe encore dans beaucoup de pays où le détenu est contraint d'accomplir un certain travail aux termes de sa condamnation. En second lieu, les travaux de caractère usuel accomplis dans la prison. Faire son lit, laver ses vêtements, etc ... ce n'est pas du travail forcé, ce sont des obligations ordinaires analogues à celles qui sont imposées aux élèves dans les internats. En troisième lieu, le travail accompli afin de favoriser le relèvement du délinquant, et non comme châtiment d'un crime. Il faudrait préciser que les détenus qui accomplissent ce genre de travail doivent être rémunérés au taux observé généralement dans la localité d'où ils proviennent.

33. L'amendement du Royaume-Uni comprend toutes les formes de travail pénitentiaire sans aucune différenciation, ce qui n'est pas souhaitable. Dans sa forme actuelle, il ouvre la porte à bien des abus. M. Malik n'a pas eu le temps d'examiner l'amendement d'une manière approfondie, mais il propose à titre provisoire de l'améliorer en ajoutant après les mots "requis normalement" les mots : "par la loi".

34. Même si les catégories de travail mentionnées à l'alinéa a) du paragraphe 4 ne sont pas vraiment des exceptions au travail forcé ou obligatoire, mais simplement des formes habituelles de travail, les travaux forcés sont imposés par la loi. Il propose donc de mentionner les travaux forcés au paragraphe 3, en utilisant peut-être la même formule dont la Commission a décidé de se servir pour l'article 5. Il propose les mots "dans les pays où existe le régime pénal des travaux forcés...".

35. M. GARCIA (Philippines) demande au Président s'il serait possible de remettre à plus tard le vote de l'article 8 et de l'article 5, le représentant des Philippines étant retenu à New-York. Il rappelle qu'aux termes du règlement intérieur, une délégation ne peut exercer son droit de vote que si le représentant ou le suppléant est présent.

36. La PRESIDENTE regrette de ne pouvoir accorder cette demande, qui constituerait un précédent très dangereux. La Commission ne pourrait prendre aucune mesure définitive lorsque l'un quelconque de ses membres est absent.

37. M. GARCIA (Philippines) retire sa demande.

38. M. KYROU (Grèce) estime avec M. Malik qu'il serait souhaitable de différencier entre le concept de "hard Labour", en français "travaux forcés", et toute espèce de travail ou service accomplis de façon usuelle au cours de l'emprisonnement.

39. Il propose donc à la Commission de conserver le paragraphe 3 dans sa teneur modifiée, en remaniant l'alinéa a) du paragraphe 4 et en insérant l'amendement du Royaume-Uni sous forme de nouvel alinéa b) du paragraphe 4, le mot "normalement" étant supprimé. Pour l'alinéa a) du paragraphe 4, il propose le texte suivant : "à la peine des travaux forcés prononcée pour crime par un tribunal compétent;".

40. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis, explique qu'à la suite des modifications apportées au paragraphe 3, elle désire retirer sa proposition de modification de l'alinéa a) du paragraphe 4 et appuiera l'amendement du Royaume-Uni. Si la Commission veut adopter la proposition australienne tendant à supprimer le mot "normalement", la délégation des Etats-Unis est prête à accepter cette suppression.

41. M. HOARE (Royaume-Uni) remercie le représentant de la Grèce de la suggestion que lui a dicté le désir d'arriver à une solution de compromis en ce qui concerne l'alinéa a) du paragraphe 4. M. Kyrou a essayé de se conformer aux vues de la délégation du Liban en établissant une distinction entre le travail forcé et les autres formes de travail requises dans les établissements pénitentiaires. M. Hoare estime néanmoins qu'il faudrait examiner à nouveau la proposition du Liban et que celle-ci ne se trouve pas entièrement contenue dans le texte proposé par le représentant de la Grèce. Les alinéas a) et b) du paragraphe 4, si on les rédige comme il le suggère, font double emploi; en effet, à la suite d'une exception spéciale en faveur du travail forcé vient une exception générale concernant

toutes les formes de travail requises dans les prisons.

42. Le représentant du Royaume-Uni propose donc d'accepter l'alinéa a) du paragraphe 4 sous sa forme actuelle. L'étude de ce paragraphe devra être étroitement rattachée à celle du paragraphe 3. L'amendement du Royaume-Uni, comme les autres, pourra être étudié en deuxième lecture.

43. Mme MEHTA (Inde) affirme que sa délégation tient également à marquer une distinction entre le travail forcé et le travail requis normalement dans les établissements pénitentiaires. Elle craint donc de ne pouvoir voter en faveur de l'amendement du Royaume-Uni.

44. Mme Mehta incline à croire qu'il est possible d'établir, au paragraphe 4, la distinction suggérée par le représentant de la Grèce; sinon il faudrait réviser le paragraphe 3. Néanmoins, à ce stade de la discussion, la représentante de l'Inde préférerait voter sur l'alinéa a) du paragraphe 4 sous sa forme actuelle.

45. M. ORDONNEAU (France) pense que la plupart des difficultés avec lesquelles la Commission se trouve aux prises viennent de ce que l'on a supprimé un membre de phrase nécessaire, à la suite d'un vote dont la majorité des membres n'ont pas compris toute la portée. Si l'on modifiait à nouveau le paragraphe 3, l'amendement du Royaume-Uni deviendrait acceptable pour tous. Le représentant de la France suggère donc que la Commission revienne sur la décision qu'elle a prise à propos du paragraphe 3.

46. La PRESIDENTE fait remarquer que cette décision créerait un précédent dangereux. Elle propose donc que la Commission décide de ne pas voter en première lecture sur l'alinéa a) du paragraphe 4 et crée un sous-comité qui rédigerait à nouveau le paragraphe 3 et l'alinéa a) du paragraphe 4. Au cas où cette suggestion serait retenue, la Commission pourrait procéder au vote sur les alinéas b), c) et d) du paragraphe 4 et ne voter sur le paragraphe 4 dans son ensemble qu'au moment de la deuxième lecture du projet de pacte.

47. M. KYROU (Grèce) est prêt à accepter cette suggestion; il se demande toutefois s'il ne serait pas possible de résoudre la difficulté en votant sur la révision du paragraphe 3.

48. M. HUMPHREY (Directeur de la Division des droits de l'homme) explique que le règlement intérieur ne s'oppose pas à ce que l'on procède à ce vote. En effet, étant donné qu'aucun article du règlement ne traite de la révision d'un vote, la Commission peut présumer, a fortiori, qu'elle a le droit de prendre cette mesure. D'autre part, si les membres pensent que, du fait que le règlement intérieur ne contient aucune disposition à ce sujet, cette révision est impossible,

l'article 76 prévoit que l'on peut suspendre l'application du règlement intérieur. Pour cela, un vote à la majorité simple serait suffisant.

49. M. C. MALIK (Liban) ne s'oppose pas à ce que l'on procède à un vote sur la révision du paragraphe 3, mais préférerait qu'on adoptât la proposition antérieurement faite par la Présidente. En ne prenant aucune décision sur l'alinéa a) du paragraphe 4, la Commission indique suffisamment son intention de procéder à une révision du paragraphe 3. Il faudrait créer un sous-comité qui rédigerait un texte nouveau et la Commission devrait passer à l'examen des alinéas b), c) et d) du paragraphe 4.

50. La PRÉSIDENTE demande aux représentants de l'Australie, de la France, du Liban, du Royaume-Uni et des Etats-Unis de s'entendre sur une rédaction nouvelle du paragraphe 3 et de l'alinéa a) du paragraphe 4 qui serait soumise à la Commission au cours de l'examen du projet de seconde lecture.

51. Elle donne alors lecture de l'alinéa b) du paragraphe 4.

52. M. ORDONNEAU (France) rappelle qu'il n'a pu assister à la séance au cours de laquelle l'amendement commun de la France et du Royaume-Uni (E/CN.4/391) a été présenté. La rédaction de cet amendement soulève, à la réflexion, tant pour le Royaume-Uni que pour la France, certaines difficultés; aussi serait-il préférable que la Commission ne tienne pas compte pour le moment de l'amendement en question.

53. M. HOARE (Royaume-Uni) se joint à cette demande. L'amendement en question était destiné à répondre aux objections soulevées par le Royaume-Uni à l'encontre de l'amendement initialement proposé par la France. Il éprouve, lui aussi, des doutes quant au texte de l'amendement commun. Le point de vue de la France peut se défendre; néanmoins, de l'avis du représentant du Royaume-Uni, l'on n'a pas encore trouvé de solution entièrement satisfaisante.

54. La PRÉSIDENTE pense que, si les représentants de la France et du Royaume-Uni désirent obtenir de nouveaux délais pour étudier leur projet d'amendement, le vote sur l'alinéa b) du paragraphe 4 devrait également être repoussé jusqu'au moment de la seconde lecture, ce qui serait regrettable.

55. M. ORDONNEAU (France) se rend compte des difficultés en présence desquelles la Commission se trouve. Il fait remarquer que l'abondance du travail a rendu impossible de procéder à des entretiens privés, bien que l'on ait souvent constaté qu'il était facile de s'entendre à la suite de pareils entretiens. A

l'avenir, il serait peut-être prudent de réserver une ou deux après-midi chaque semaine à des entretiens de ce genre.

56. La PRESIDENTE désirerait ne pas réduire le temps que la Commission consacre à ses séances officielles. Elle serait néanmoins disposée à examiner la proposition qui vient d'être faite, si cette proposition devait éventuellement accélérer les travaux. Elle demande aux membres s'ils sont d'avis de réserver les mercredis après-midi à des entretiens privés, qui leur permettraient de se consulter.

57. M. CHANG (Chine) estime qu'il ne s'agit pas tellement de prévoir des consultations régulières entre les délégations, mais de faire en sorte que ces consultations aient lieu alors que les représentants ont encore un souvenir précis des questions en litige. La Commission est, sans nul doute, libre d'ajourner la discussion sur le paragraphe 4 jusqu'au moment où le pacte sera examiné en seconde lecture, mais M. Chang pense que ses membres, pour la plupart, inclinent à prendre immédiatement une décision. Il lui semble qu'une brève période de consultations suffirait, aussi propose-t-il que la Commission s'ajourne immédiatement pour examiner à la prochaine séance un texte sur lequel l'accord se serait fait.

58. La PRESIDENTE dit que, tout en admettant en principe, avec M. Chang, l'utilité de la procédure qu'il suggère, elle pense que, dans le cas présenté, le temps limité dont on dispose jusqu'à la séance suivante permettrait difficilement de se mettre d'accord sur une solution.

59. M. C. MALIK (Liban) partage l'opinion de la Présidente.

60. M. ORDONNEAU (France) appuie la proposition de M. Chang; il ne pense pas toutefois qu'elle soit en rien incompatible avec la proposition qu'il a faite en vue de donner plus fréquemment aux délégations l'occasion de se consulter.

61. La PRESIDENTE convient, avec M. Ordonneau, que des séances d'après-midi devraient de temps en temps être consacrées aux consultations entre les délégations, et elle demande sur le champ aux membres de la Commission d'exprimer leur opinion à cet égard.

62. M. ORIBE (Uruguay) n'estime pas, qu'au stade actuel des débats de la Commission, des consultations puissent avoir quelque utilité. Il propose donc formellement de rouvrir la discussion sur les paragraphes 3 et 4.

63. M. SANTA CRUZ (Chili) fait remarquer que c'est délibérément que le Conseil a décidé d'omettre du règlement intérieur révisé des Commissions techniques du Conseil économique et social toute disposition permettant de revenir sur une proposition. Aussi, si la Commission rouvrirait la discussion sur les paragraphes 3 et 4, elle s'écarterait de la procédure fixée par le Conseil. Toutefois, si la Commission acceptait de considérer comme un examen en seconde lecture la reprise de la discussion des deux paragraphes, toute infraction au règlement intérieur serait évitée et le délai de vingt-quatre heures exigé par l'article 76 du règlement intérieur pourrait être respecté.

64. La PRESIDENTE fait remarquer que, si aucun membre de la Commission n'élève d'objection, il peut être dérogé à la disposition relative au délai de vingt-quatre heures.

65. M. ORIBE (Uruguay) dit que si sa proposition est irrégulière, comme paraît l'indiquer l'explication donnée par M. Santa Cruz, il est prêt à la retirer. Toutefois, puisque les décisions adoptées à la séance précédente ont été prises par nombre de délégations sans que celles-ci en aient pleinement réalisé les conséquences, il se demande si elles ne pourraient pas être déclarées nulles et non avenues.

66. La PRESIDENTE estime que l'article 76 du règlement intérieur autoriserait une telle décision.

67. M. HOARE (Royaume-Uni) estime que la proposition tendant à rouvrir immédiatement la discussion sur les paragraphes 3 et 4 présente certains inconvénients. Il signale, par exemple, que des propositions relatives à ces paragraphes ont été formulées au cours de la séance par les représentants de l'Australie et de la Grèce, mais que leur texte n'a pas encore été distribué. Il serait préférable, à son avis, d'ajourner toute discussion jusqu'à ce que le comité de rédaction se soit mis d'accord sur un nouveau libellé des paragraphes en discussion.

68. M. C. MALIK (Liban) fait remarquer que la Commission a déjà décidé de désigner un comité de rédaction chargé de rédiger un texte. La proposition de M. Oribe aurait également sa répercussion sur cette décision. Etant donné que la Commission considérera forcément le paragraphe 3 en relation avec l'alinéa a) du paragraphe 4, cela reviendra, en fait, à reconsidérer les deux paragraphes. Il estime donc que le but visé par la proposition de M. Oribe a déjà été atteint.

69. M. KYROU (Grèce) revient à la proposition de M. Chang tendant à prévoir des consultations immédiates et il suggère d'annuler la réunion du lendemain matin afin de permettre au comité de rédaction de se mettre d'accord sur un texte nouveau, qui serait soumis à la réunion de l'après-midi.

70. La PRESIDENTE suggère que la Commission devrait se prononcer sur la question de savoir si la nouvelle discussion des paragraphes 3 et 4 sera ou non considérée comme un examen en seconde lecture.

71. M. HOARE (Royaume-Uni) ne croit pas qu'en raison des difficultés soulevées, il faille limiter le temps imparti au comité de rédaction. Il propose donc que le texte qu'établira ce comité soit distribué aux membres de la Commission et discuté, soit au moment de la seconde lecture normale, soit au cours d'une prolongation de la première lecture.

72. M. CHANG (Chine) propose que la Commission suspende ses débats sur l'article 8 jusqu'au moment où le comité de rédaction aura terminé ses travaux. Le comité de rédaction devrait, toutefois, tenir pour admis que l'on procède à une seconde lecture.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.